

**le PCF  
et  
la GUERRE D'ALGÉRIE**

**retours sur l'histoire  
textes 2004-2005-2012**

recueil édité à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de l'Algérie  
supplément à la *Lettre des Relations internationales*



2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19  
01 40 40 12 12  
pcf@pcf.fr - www.pcf.fr

En cette année 2012 du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, on espérait un nouveau départ de la relation franco-algérienne avec un nouveau regard sur le passé colonial. La France, en effet, ne pourra pas construire, dans la durée, un rapport « normal » avec l'Algérie et les autres pays du Maghreb, ni même contribuer à refonder un partenariat euro-méditerranéen digne de ce nom, sans une reconnaissance du fait colonial, de ses crimes et de ses conséquences.

La crise en Europe, aujourd'hui, systémique et profonde, est en effet le fruit d'une politique structurée sur un rapport de prédation et de domination, sur l'arrogance des puissants, sur le refus persistant de considérer le colonialisme comme une matrice, un antécédent qui marque dans la longue durée la relation franco-algérienne et même euro-méditerranéenne. Construire ou reconstruire un partenariat, des coopérations avec l'Algérie et le Maghreb, cela nécessite bien des changements démocratiques, une confiance mutuelle donc une histoire correctement assumée.

Un nouveau regard sur le passé colonial aurait dû s'imposer aussi car il faudra bien qu'un jour, la France ose regarder la vérité en face. Comme le dit fort justement Françoise Vergès<sup>1</sup>, le colonialisme, « *c'est bel et bien l'histoire de la France* ». L'État, à travers les plus hautes autorités qui l'incarnent, n'a toujours pas accompli les actes nécessaires pour reconnaître la responsabilité de la France, accepter les vérités de cette histoire tragique et assumer les crimes contre l'humanité qui ont été commis. Tandis que dans la société française les instrumentalisation de cette même histoire, les tentatives récurrentes de réhabilitation du colonialisme, les tentatives pour lui trouver des aspects positifs, les inacceptables silences... nourrissent des polémiques et des confrontations idéologiques permanentes et le choc recherché des mémoires. L'extrême droite y puise une énergie nauséabonde et nuisible.

On peut dire ainsi que l'histoire du colonialisme a durablement gangrené l'esprit de beaucoup de nos concitoyens. Elle pèse dans le présent et pour l'avenir, en France et en Europe. L'esprit du colonialisme, la stigmatisation de l'Islam et de l'immigration, les affirmations du racisme, de l'identité « pure », de la xénophobie, l'utilisation politique du mépris, de la peur, du pseudo choc des civilisations... tout cela permet de justifier la force, l'autoritarisme, les inégalités, la supériorité de l'homme blanc occidental... comme des référents politiques « naturels » alors qu'ils sont à la fois réactionnaires, illégitimes et particulièrement dangereux pour la société dans son ensemble.

Pour toutes ces raisons, le Parti communiste français a décidé, voici maintenant de nombreuses années, d'ouvrir le débat, d'ouvrir ses archives, d'ouvrir les portes de son siège pour permettre un vrai travail et une confrontation politique sur le colonialisme et en particulier sur la guerre d'Algérie.

Un groupe de travail sur ces questions s'est ainsi mis en place en 2001<sup>2</sup>, qui a engagé une réflexion collective notamment avec des auditions de personnalités communistes ou non : Henri Alleg, Louis Baillot, Hélène Cuenat, Robert Davezies, Marc Ferro, René Galissot, Paul-Marie de la Gorce, Sadek Hadjeres, Alban Liechti, Paul-Louis Marger.

1. *L'Humanité*, 10 mai 2012.

2. Constitué de Yasmine Boudjenah, Pascal Carreau, Hélène Cuénat, Jacques Fath, André Prenant (†), Anne Preiss, Alain Ruscio, Claude Seureau.

Des initiatives publiques ont été prises en 2004 pour le 50ème anniversaire du déclenchement de l'insurrection algérienne, en 2005 pour le 60ème anniversaire des massacres commencés le 8 mai 1945, et en 2012 pour le 50ème anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Ces initiatives ont permis, là aussi, l'intervention de personnalités reconnues pour leur engagement anti-colonial, pour leur expérience. En 2004 (28 octobre), avec Marie-George Buffet : Simone de Bollardière, Charles Silvestre, Sadek Hadjeres, Gisèle Halimi, André Mandouze. En 2005 (2 mai), avec Michel Duffour, Mehdi Lallaoui (président de l'association *Au nom de la mémoire*) et Henri Alleg ; des textes de Kateb Yacine furent lus par Sophie de la Rochefoucauld et Anne Alvaro, comédiennes. En 2012 (les 12, 13 et 14 mars), autour de Marie-George Buffet, Wassyla Tamzali (ex directrice des droits de l'Homme à l'UNESCO, écrivain, essayiste), Francis Wurtz et Omar Bouraba, jeune algérien acteur du mouvement social actuel, et puis un débat sur l'histoire avec Alain Ruscio<sup>3</sup>, Clara Benoist (CGT et réseau d'aide au FLN), Claude Juin<sup>4</sup>, Henri Alleg, Rosa Moussaoui, ainsi que de nombreux participants dans la salle<sup>5</sup>.

Ce que le PCF a voulu faire, c'est un effort politique d'écoute et de débats pour soulever des problématiques, permettre des approches critiques, susciter des recherches et des témoignages. Personne, évidemment, n'eut la prétention de dire la (ou une) vérité, une fois pour toutes. Nous voulions clairement ouvrir le débat, participer sérieusement à la réflexion nécessaire, répondre aux interprétations et aux manipulations politiciennes de l'histoire, faire œuvre utile. Autant dire que ce travail n'est en rien terminé. Il aura cependant permis d'avancer et notamment de clarifier notre appréciation sur le combat anticolonial du PCF. Ce qui a été fait, ce que nous avons entendu, nous a conduit à regarder notre passé avec un effort d'objectivité en mesurant les complexités et les contradictions de l'histoire. Les communistes acceptent les retours critiques, les analyses qui montrent les hésitations, les erreurs et les fautes politiques dans un parcours marqué par un combat de classe intense, dans un contexte violent de luttes de libération... et par la Seconde Guerre mondiale. Nous considérons par exemple le vote des pouvoirs spéciaux en 1956 comme une faute lourde. Nous acceptons le débat, sur les formes de la lutte anticoloniale en France, sur le mot d'ordre « *Paix en Algérie* » quand certains soulignent qu'il aurait fallu dire « *indépendance* »... Nous mesurons que notre parti n'a pas été en mesure d'apprécier immédiatement et complètement la réalité du mouvement insurrectionnel en Algérie, en 1954...

C'est pour témoigner de l'évolution de notre réflexion et de l'approche du PCF que nous avons choisi de publier dans cette brochure l'intégralité des discours de Marie-George Buffet et de Michel Duffour.

Nos critiques, notre recul devant les faits n'épuisent cependant pas l'analyse et le jugement. Pourquoi 8 députés communistes – dont Maurice Thorez lui-même – n'ont-ils pas voté les pouvoirs spéciaux ?<sup>6</sup> Pourquoi ne pas inscrire la question des mots d'ordre essentiels et

3. Auteur de *Histoire de la Colonisation. Réhabilitations, falsifications, instrumentalisation*, Paris, Éd. Les Indes Savantes, 2010.

4. Auteur de *Des soldats tortionnaires. Guerre d'Algérie : des jeunes gens ordinaires confrontés à l'Intolérable*, Paris, Robert Laffont, 2012.

5. En mars 2012, les 3 jours pour l'amitié franco-algérienne furent ouverts avec un concert de l'Orchestre symphonique Divertimento dirigé par Zahia Ziouani, directrice de l'école de musique et de danse de Stains, premier chef d'orchestre invité de l'Orchestre national d'Alger.

juger de leur bien-fondé dans le contexte politique national de l'époque et son évolution au cours des 8 années de guerre ? Quelles sont les vraies raisons politiques ou objectives des hésitations ? La complexité ne doit pas freiner l'effort de lucidité, mais elle doit être considérée comme un des aspects contraignants de l'histoire et de son interprétation. Trop nombreux sont ceux qui veulent s'en dispenser pour pouvoir charger le PCF de toutes les carences imaginables. Il en est même qui cherchent à accréditer l'idée selon laquelle le PCF aurait « *condamné* » le soulèvement algérien du 1er novembre 1954. Pour établir un minimum de vérité, nous publions intégralement, dans cette brochure, la déclaration de notre parti du 8 novembre 1954.

Enfin, nous publions aussi un article de Jacques Fath paru le 14 avril 2005 dans le quotidien algérien *El Watan*, et qui montre pourquoi le dirigeant communiste Charles Tillon, ministre de l'Air en 1945, n'a strictement aucune responsabilité dans les bombardements aériens sur la population algérienne dès le 8 mai 1945. Notre cher camarade, Pierre Kaldor, aujourd'hui disparu, fut un témoin direct <sup>7</sup>, dans cet épisode dramatique, d'une « *réquisition* » des avions par Alain Diethelm, ministre de la Guerre, sur instructions du Général de Gaulle.

Le PCF constate et critique les insuffisances et les fautes commises. Mais il faut dire qu'il fut bien seul, en tant qu'organisation politique, à avoir adopté dans l'action un anti-colonialisme réel qui s'est traduit au fil des années par une contribution capitale à la mobilisation pour la paix contre une guerre cruelle et illégitime, et par l'indépendance de l'Algérie. Des personnalités, des organes de presse ont aussi participé à ce combat juste qui finit par rassembler l'immense majorité du peuple français. Sans les communistes, il en eut été autrement.

C'est notre dignité de communistes, ce sont nos valeurs et nos principes qui nous ont poussé à ouvrir ainsi le débat, à tout mettre sur la table – et qui d'autre ose le faire ? – tandis que d'autres préfèrent l'oubli ou choisissent au contraire une odieuse réhabilitation à des fins électorales et politiques. Certains allant même jusqu'à ériger des stèles pour graver dans le marbre le nom et les œuvres des mercenaires de la guerre coloniale.

En prononçant, le 26 juillet 2007, le discours de Dakar marqué par l'arrogance du donneur de leçon, Nicolas Sarkozy, à son corps défendant, a suscité tant de vives réactions qu'il a nourri lui-même un débat, qui existait déjà, et qui ne s'éteindra pas. Face à toutes les tentatives pour faire exister les thèses les plus réactionnaires, l'exigence de l'esprit critique et la volonté d'en finir vraiment avec le colonialisme sont aujourd'hui en train de gagner. Ce combat a du sens parce qu'il porte aussi sur la conception que l'on se fait de la société, du monde et du changement pour lequel on s'engage.

Le Parti communiste français est bien décidé à mener ce combat pour la clarté politique, pour la vérité historique, jusqu'à son terme. ▲

6. Gustave Ansart, Marcel Cachin, Laurent Casanova, Roger Garaudy, Auguste Lecœur, Gabriel Roucaute, Hubert Ruffe et Maurice Thorez n'ont pas participé au vote.

7. Nous disposons de son témoignage par écrit.

12 MARS 2012

MARIE-GEORGE BUFFET

Paris, siège du PCF

Trois jours pour l'amitié franco-algérienne

12-13-14 mars 2012

Mesdames, Messieurs

Chers ami-e-s et cher-e-s camarades

C'est avec beaucoup d'émotion que j'ouvre ces trois jours d'amitié franco algérienne, à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. C'est aussi avec beaucoup de bonheur. Car, fêter cet anniversaire, c'est témoigner de l'histoire commune de nos deux peuples, de leur lutte contre le colonialisme. C'est témoigner du combat et du rôle des communistes, du combat de toutes les forces anti-coloniales et de libération, des deux côtés de la Méditerranée. Une histoire commune au cœur de débats et de confrontations politiques d'aujourd'hui, tant elle soulève de questions brûlantes et met au jour des faits et des responsabilités.

Un de ces débats a porté sur la qualification des faits eux mêmes avec le refus, par certains, de parler de « guerre d'Algérie » pour ne parler que d'« événements ». Un débat dont on a vu récemment qu'il était loin d'être clos. Lorsqu'en effet le Parlement adopte la décision: que « *chaque 11 novembre permette désormais de rendre un hommage particulier à tous nos soldats...* », il choisit de regrouper en une seule date des événements différents. Il choisit de dire que tout se vaut et de mêler ainsi des moments d'histoire. Ces événements ont,

pourtant, chacun leur propre signification. Vouloir les confondre revient à gommer tout ce qui peut nourrir une réflexion contemporaine sur leurs déroulements, leurs conséquences et les enseignements à en tirer.

Ainsi, l'indépendance de l'Algérie n'a pas été octroyée au peuple algérien après des « événements ». Il l'a conquise, après 8 ans de guerre, 130 ans de domination et d'exploitation coloniale, d'innombrables massacres, de tortures, de l'humiliation raciste de tout un peuple. Cette

barbarie coloniale, qui consista à traiter le peuple algérien comme une sous-humanité, fut imposée par la force militaire et par les gouvernants d'un État qui se croyaient détenteurs d'une civilisation supérieure. Elle fit des centaines de milliers de victimes. En Algérie... et aussi en France. Certaines dates nous rappellent à quel point la violence et le crime d'État sont inhérents au colonialisme. Je pense notamment au 8 mai 1945, au 17 octobre 1961, au 8 février 1962...

Le Parti communiste français s'honore d'avoir fait, dans la durée et fondamentalement, le choix de la lutte anticoloniale. Bien sûr, nous regardons certains choix politiques – comme le vote des pouvoirs spéciaux en 1956 – avec un regard très critique ou avec le recul auquel les années obligent. Nous l'avons déjà dit ici même en 2004 et en 2005. Mais notre engagement pour l'indépendance des peuples colonisés, en Algérie comme ailleurs, fut et reste essentiel. Notre initiative de Bamako en 2010, avec Pierre Laurent, pour le 50<sup>e</sup> anniversaire des indépendances africaines, l'a fortement rappelé.

Comme l'a souligné le responsable de nos archives, Frédérick Genevée, lors de la présentation de son livre, ce n'est pas l'histoire de notre parti qui décide pour ses choix et son existence future. Mais la connaissance de son histoire pour ce qu'elle fut est indispensable pour mieux se repérer dans l'Histoire de l'humanité et donc dans son devenir. Vous comprendrez donc aisément, chers amis et camarades, pourquoi notre groupe a voté contre la loi sur le 11 novembre inspirée par le président de la République dans son discours aux armées du 3 janvier.

CINQUANTAIRE  
DE L'INDÉPENDANCE  
(CESSEZ-LE-FEU)  
19 MARS 1962

Il faut dire que la réécriture de l'Histoire est un exercice très prisé de cette droite qui nous gouverne. Regardez ce qu'elle a essayé de faire en 2005 : faire une loi pour décréter un rôle positif à la colonisation !

Et ce n'est pas étonnant si le passé colonial fait aujourd'hui l'objet d'une telle obsession idéologique. Les forces politiques héritières de celles qui ont assumé et organisé les crimes coloniaux veulent taire ce passé pour nourrir aujourd'hui la xénophobie, les divisions, les replis identitaires. L'actuelle campagne électorale en témoigne. Ainsi, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, se permet de demander aux autorités algériennes de commémorer le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance « *dans la modération* ». De la même manière, en juin dernier, lors d'une visite à Alger, il déclara « *qu'on ne peut pas ressasser éternellement le passé* ». « *Il faut, dit-il, moins de mémoire et plus d'avenir* ».

La droite n'hésite pas à labourer le terrain de l'extrême droite et des nostalgiques de l'Algérie française. Ils vont même jusqu'à proposer de mettre Bigeard aux Invalides et d'ériger des stèles en hommage aux anciens de l'OAS ! Qu'importe, pour eux, la réalité historique et les crimes du colonialisme au regard de leurs intérêts électoraux. Cette réalité, il faut cependant la dire, 50 ans après l'indépendance de l'Algérie, par respect et par amitié pour le peuple algérien qui fut certainement un de ceux qui ont le plus cruellement souffert des crimes du colonialisme français.

Cette année 2012 est aussi celle du 65<sup>e</sup> anniversaire des massacres de 1947 perpétrés à Madagascar par l'armée française. Que nos amis et nos camarades malgaches trouvent ici l'expression de notre solidarité.

Encore une remarque sur cette question du colonialisme. Il faut en effet, chercher plus loin que les enjeux politiques et électoraux immédiats la raison de cette obsession pour la réécriture de l'histoire. Le monde que nous vivons est en crise profonde : crise de système, crise de civilisation, crise de la pensée et des valeurs. Cette crise est d'abord celle du capitalisme et celle de la domination des intérêts stratégiques du monde occidental. La défense du monde occidental apparaît ainsi aux forces réactionnaires comme la tâche incontournable de la période actuelle. Nicolas Sarkozy avait estimé nécessaire de réinscrire la France dans sa « *famille occidentale* ». D'autres, comme Édouard Balladur, ont appelé explicitement à la défense de l'Occident. Jusqu'au ministre Claude Guéant, grand favori avec Le Pen dans la course à l'indignité, qui ose reprendre la thèse réactionnaire d'une hiérarchie des civilisations pour tenter de justifier l'infériorité de certaines d'entre elles. Faut-il lui rappeler que l'époque des croisades est terminée et que la civilisation occidentale et judéo-chrétienne a grandement bénéficié des civilisations précédentes, comme la civilisation égyptienne, grecque ou encore romaine ? Doit-on oublier que la première université se trouvait à Bagdad ou que la médecine moderne trouve son origine dans la civilisation arabe avec Avicenne ? Il est vrai qu'en regardant cette Histoire en face, on a du mal à justifier la colonisation au nom du besoin de civiliser !

Non, l'histoire ne se fait pas seulement en Occident et rien ne justifie la visée hégémonique de celui-ci sur le monde. D'autant qu'aujourd'hui, nous assistons à l'émergence de nouvelles puissances, de nouveaux équilibres. Le besoin de nouvelles conceptions pour les relations internationales émerge. L'esprit colonial et néo-colonial, et les politiques qui vont avec, n'ont pas leur place dans ce monde nouveau.

Comment surmonter les rancœurs accumulées ? Comment penser et construire un avenir commun entre les peuples, au Nord comme au Sud, en Algérie et en France, au Maghreb et en Europe, en dépassant les rapports de domination et les contraintes néo-libérales qui les confortent ? L'enjeu est énorme : c'est celui de la coopération pour le développement et l'émancipation humaine. C'est-à-dire des droits effectifs : emplois, santé, éducation, culture... C'est-à-dire l'égalité des droits pour les femmes. C'est à dire l'épanouissement des libertés individuelles et de la démocratie. On ne peut envisager de bâtir de nouvelles relations franco-algériennes et euro-méditerranéennes qu'à partir de ces exigences sociales, sociétales et démocratiques, de l'intérêt commun à tous les peuples.

Il y a également, concernant l'Algérie, une autre condition à remplir : les autorités françaises, l'État français doivent assumer le passé. Nous l'avons dit, dans cette salle, le 28 octobre 2004, pour le 50<sup>e</sup> anniversaire du début de l'insurrection algérienne, et je le répète aujourd'hui : rien de ce qui a fait la tragédie criminelle du colonialisme ne peut être dépassé tant qu'il n'y a pas acceptation de sa propre responsabilité et compréhension pour la blessure de l'autre. Un pas décisif pour la conscience collective doit être maintenant franchi. J'appelle donc une nouvelle fois les plus hautes autorités de l'État français à effectuer le geste solennel consistant à reconnaître le tort fait à la nation algérienne par le colonialisme, la répression, la guerre et les crimes d'État commis dans ce cadre. Un tel acte sera le signe d'une volonté de réconciliation dans la dignité. La voix de la France dans le monde n'en sera que plus respectée. C'est à la France de tendre la main.

Le 27 février 2005, à Sétif, l'ambassadeur Hubert Colin de Verdières, évoque, en parlant des massacres du 8 mai 1945, « une tragédie inexcusable », en soulignant qu'il fallait « qu'il y ait sur cette terre un abîme d'incompréhension entre les communautés, pour que se produise cet enchaînement d'un climat de peur, de manifestations et de leur répression, d'assassinats et de massacres ! ». Certains ont cru y voir un premier geste de reconnaissance. Mais le discours diplomatique et subtil tendait en fait à renvoyer Algériens et Français dos à dos. Pendant combien de temps, encore, faudra-t-il supporter de telles subtilités ?

Le 8 mai 1945 fut un moment fondateur pour le peuple algérien, pour son combat national et son indépendance. Le jeune Kateb Yacine y puisa la conscience politique qui contribua à faire de lui ce grand écrivain offrant une voix « au peuple algérien bâillonné », comme l'a si bien dit *Alger républicain*.

La relation franco-algérienne a une dimension particulière par sa densité historique et son potentiel humain. Cette relation devrait être exceptionnelle par sa qualité, son niveau, ses perspectives. Elle ne l'est pas, c'est un échec majeur. Elle devrait être une priorité de la politique étrangère de la France, pour une nouvelle majorité de gauche.

Les peuples arabes, courageusement, se soulèvent, manifestent, résistent et s'engagent dans des combats démocratiques et sociaux pour les droits des femmes et des hommes. L'histoire politique du monde arabe est en train de changer. La France, elle-même, dans ses choix – et cela concerne toutes les forces politiques qui, dans notre pays, veulent construire un autre avenir – doit prendre la mesure de ce changement. Répondre aux attentes populaires, mettre en cause les règles d'un capitalisme en crise, faire reculer les politiques d'ajustement néo-libérales, promouvoir le dialogue des cultures et l'ouverture des sociétés, favoriser la circulation des personnes pour toutes les raisons qui touchent à la famille, à la formation, au travail, à la découverte... Changer le regard sur l'autre... C'est l'exigence de

notre temps. Nous vivons, en effet, le temps d'une « *pensée monde* » et la concrétisation politique et idéologique de cette « *pensée monde* » doit briser l'esprit néo colonial et les politiques de domination qui l'accompagnent.

On en est encore loin. Le rapport franco-algérien reste, pour l'essentiel, un commerce des hydrocarbures, la coopération policière, la lutte contre le terrorisme, la vente française de matériels militaires et de surveillance des frontières, la restriction des flux migratoires. Il est temps de mettre sur pieds de vrais accords de co-développement, et d'en finir avec ce scandale politique qui fait de l'émigration algérienne, de la simple visite en France et de l'obtention d'un visa, un parcours impossible. Plusieurs millions de personnes vivant en France sont algériennes ou d'origine algérienne. C'est tout simplement une part de notre société et de notre culture. Ne pas s'enrichir de cette réalité, est une des causes de la crise profonde et latente du rapport franco-algérien.

Chers amis et camarades, ce soir, nous inaugurons 3 jours pour l'amitié franco-algérienne qui s'inscrivent dans la Semaine anti-coloniale 2012. Ces 3 jours furent précédés, ici même, par l'exposition sur le massacre de Charonne réalisée par l'*Union régionale CGT de l'Île-de-France* et le *Comité Vérité et Justice pour Charonne*. Cette exposition est maintenant dans une autre ville. Nous allons maintenant avoir le plaisir d'écouter l'Orchestre symphonique Divertimento dirigé par Zahia Ziouani, directrice de l'École municipale de musique et de danse de Stains. Zahia Ziouani est par ailleurs premier chef d'Orchestre invité de l'Orchestre symphonique national d'Alger. Demain 13 mars, aura lieu le débat sur l'Algérie et le rapport franco-algérien aujourd'hui. Après-demain 14 mars, celui sur le colonialisme et la guerre d'Algérie.

Naturellement, notre objectif n'est pas de faire un bilan de 50 ans d'indépendance. Ce n'est d'ailleurs pas à notre parti, ou à une quelconque autre force politique française, de faire ce bilan et dire ce que le peuple algérien devrait faire ou ne pas faire. Ne pas donner de leçons, comme Nicolas Sarkozy, avec tant d'arrogance, eut tort de le faire à Dakar en juillet 2007... c'est aussi comme cela qu'on fait reculer les pratiques et l'esprit néo-colonial. En revanche, il nous appartient d'analyser, de faire porter la critique, de proposer sur la relation franco-algérienne et sur le rapport entre l'Union européenne et l'Algérie, et plus généralement le Maghreb. Nous avons déjà commencé cette réflexion au cours du séminaire international en hommage à Gérard De Bernis, tenu, ici même, au siège de notre parti, les 20 et 21 janvier derniers. Je suis sûre que le débat de demain, avec deux participants algériens inscrits, à leur façon, dans le mouvement social, permettra d'enrichir notre réflexion collective. Le débat sur le colonialisme et la guerre d'Algérie, avec des historiens et des grands témoins, permettra de poursuivre l'approche commencée en 2004 et 2005 grâce à des intervenants de haut niveau.

Je souhaite conclure cette intervention en réaffirmant notre pleine et chaleureuse solidarité avec nos amis démocrates et progressistes d'Algérie, avec le combat des femmes algériennes. En Algérie aussi, un mouvement populaire, des luttes se développent dans un contexte politique et social très complexe, issu notamment de l'histoire tragique des années 90 et d'une crise sociale et politique aiguë. Tout appelle, de notre part, une grande et vigilante attention pour que le peuple algérien sente et comprenne qu'il a, avec lui, le soutien du Parti communiste français mais aussi celui de la plus large majorité possible du peuple français... qu'il a toute notre solidarité. Vive l'amitié franco-algérienne ! ▲

Chers amis,

Chers camarades,

Le 8 mai 1945, l'Allemagne hitlérienne capitule. À Sétif, ville du Constantinois algérien, c'est jour de marché. Une manifestation pacifique – mais interdite – s'organise. Il faut bien participer à la célébration d'une victoire à laquelle ceux qu'on appelait alors les « musulmans », les « indigènes », ont contribué. Il y a les drapeaux des alliés dans le défilé, et puis des pancartes, des banderoles : « Algérie libre » ; « Libérez Messali Hadj » ; « Indépendance » ; « À bas le fascisme et le colonialisme ».

Il y a aussi un drapeau vert et blanc. Un jeune garçon court en le brandissant. Un policier ouvre le feu. Bouzid Saal, c'est son nom, s'écroule. D'autres manifestants tombent. C'est alors une véritable insurrection qui s'étend. La répression est féroce. Pendant plus d'une semaine, l'armée française, la police, les milices, avec l'appui d'avions et de blindés, vont se déchaîner sur les populations, hommes, femmes et enfants. Exécutions sommaires, viols, massacres... ; des personnes sont brûlées vives ; des corps sont jetés dans des puits, dans des fours à chaux... C'est la sauvagerie.

**SOIXANTAIRE  
DES MASSACRES  
DE SÉTIF  
8 MAI 1945**

On ne saura jamais le nombre exact des victimes, de 20 à 30 000 morts probablement. L'ampleur du crime colonial est colossale.

Il est indéniable que notre parti, dont l'attention est focalisée sur la fin de la guerre, n'a su mesurer, sur-le-champ, ni l'ampleur, ni la signification profonde de l'événement. Il lui faudra plusieurs mois pour l'apprécier correctement.

La complexité des bouleversements qui vont naître de la Seconde Guerre mondiale ne nous exonère pas de regarder notre histoire avec le regard critique nécessaire. Alors que notre anti-colonialisme n'était pas suspect de tiédeur, la lutte âpre contre le fascisme, l'attitude de démission nationale de Vichy, ainsi que les manœuvres américaines pour contourner la résistance et la présence française en Afrique, ne concourraient pas à une analyse fine et anticipatrice de la diversité des forces se mettant en mouvement au-delà du continent européen pour leur libération. Mais laissons le soin à ceux qui veulent en débattre, historiens ou témoins, la tâche de pousser la réflexion, sur l'événement et son contexte, au-delà de ce qui peut être dit ce soir. Je sais en tout cas que le collectif des camarades qui travaillent sur la guerre d'Algérie depuis février 2001 y est très attentif.

Un point précis toutefois. Charles Tillon, alors membre de la direction du Parti communiste français et ministre de l'Air, est parfois accusé d'être impliqué ou d'avoir été responsable des bombardements. Charles Tillon l'a toujours démenti, et disons pour son honneur, que nombre de témoignages et d'écrits – et les archives du PCF corroborent ces affirmations – font litière de cette accusation. Le ministère Tillon s'occupait des transports aériens, de la reconstruction des usines d'aviation et n'avait aucune compétence militaire opérationnelle, qui étaient du domaine du ministère de la Guerre et des plus hautes autorités de l'État.

J'en reviens aux événements et aux responsabilités essentielles. Le Général Duval, qui commanda la répression, dit alors en guise d'avertissement : « *Je vous ai donné la paix pour dix ans* ». Le déclenchement de la guerre d'Algérie se produira effectivement quelque dix an-

nées plus tard, mais ce 8 mai 1945, il se produit dans l'Algérie colonisée une fracture profonde.

Kateb Yacine le confirme : *« C'est en 1945, à Sétif, dit-il, que mon humanitarisme fut affronté pour la première fois au plus atroce des spectacles. J'avais seize ans. Le choc que je ressentis devant l'impitoyable boucherie qui provoqua la mort de milliers de musulmans, je ne l'ai jamais oublié. Là se cimenter mon nationalisme. Il y avait certes d'autres facteurs : l'aliénation économique et politique, par exemple. Mais c'est surtout ce démenti à tout ce qu'on m'avait enseigné qui m'ouvrit les yeux ».*

En reconnaissant les faits, en parlant de *« tragédie inexcusable »*, l'Ambassadeur de France en Algérie a récemment levé un tabou sur la responsabilité de l'État français. Ce premier pas est positif mais insuffisant. Je rappelle qu'ici même, le 28 octobre dernier, Marie-George Buffet appelait le président de la République *« à effectuer le geste solennel consistant à reconnaître le tort fait à la nation algérienne par le colonialisme, la répression et la guerre »*. Il ne peut, en effet, y avoir de réconciliation définitive dans la dignité et la durée, tant que ce geste officiel ne sera pas effectué. Pas un geste pour effacer le passé, mais pour l'assumer.

Je me permets, chers amis et camarades, d'insister.

Des dizaines de milliers d'Algériens, près de 70 000, participèrent à la libération de la France. Beaucoup en sont morts. Ils étaient, pour une part d'entre eux, partis d'Alger, alors capitale... de la France libre. Mais la France coloniale refusa au peuple algérien l'égalité des droits, la liberté et l'indépendance. Et il fallut ainsi attendre près de soixante ans pour que le travail de mémoire, l'exigence de la vérité historique et les impératifs politiques légitimes de l'amitié entre les peuples algérien et français commencent à prendre le pas sur le silence coupable ou le mépris arrogant.

Nous ne proposons pas, cependant, vous l'avez compris, une simple *« repentance »*, même si le caractère abominable de ce crime colonial nous révolte encore aujourd'hui. Et nous souhaitons exprimer encore davantage qu'un *« plus jamais ça »*. Ce qui s'est passé ce 8 mai 1945, ce *« grand massacre »* comme dit Kateb Yacine, c'est d'abord l'annonce que le monde colonial commence à prendre fin. Dans les années qui suivront, des événements majeurs vont se précipiter. Avec le développement des mouvements de libération, c'est le déclenchement effectif de la guerre d'Algérie. C'est la Conférence de Bandoung en avril 1955 : 29 pays essentiellement d'Afrique et d'Asie, qui pour la première fois dans l'histoire des nations anciennement colonisées, revendiquent l'émancipation et la paix pour 1 milliard et demi d'individus en affirmant, comme universel, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Une autre France était alors en gestation. Celle de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Celle dans laquelle nous avons milité. Celle qui est aujourd'hui – cinquante ans plus tard – en crise profonde, en crise sociale aiguë. Avec ses inégalités, ses injustices, ses autoritarismes, ses institutions inadaptées, ses discriminations, ses retours dramatiques du racisme dans toutes ses facettes révoltantes et violentes. Les Algériens et les citoyens d'autres pays, du Maghreb comme d'Afrique, que la France accueille si mal sur son sol, le savent bien.

Mesurons, cependant, les évolutions d'aujourd'hui. Alors que dans notre société montent des divisions, des communautarismes, des tentatives pour ethniciser des conflits d'ordre

social, pointe aussi et s'affirme l'aspiration, pour une part nouvelle, à dépasser des barbaries et celles en premier lieu qui ont marqué l'histoire française et européenne : l'esclavage, le colonialisme, le génocide nazi et sa singularité, le génocide arménien, les crimes contre l'humanité, et je pense naturellement à celui qui, commencé ce 8 mai 1945 à Sétif, resta pour ainsi dire jusqu'à maintenant in-commenté et impuni, à défaut comme certains l'espéraient probablement qu'il restât même inconnu...

L'histoire coloniale et du système colonial français, cette histoire-là en particulier, dans tous ses aspects, reste à faire et à assumer par tous.

Nous refusons de nous inscrire dans la volonté de relativiser cette histoire, ce que fait par exemple la loi du 23 février « portant reconnaissance de la nation et contribution nationale en faveur des français rapatriés ». Cette loi, votée par la majorité de droite du Parlement, a légitimement provoqué un tollé en édictant de manière partielle que les programmes scolaires devaient « reconnaître en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer... », fermez le ban ! Dans le même esprit, les communistes s'opposent à la glorification, par exemple sous forme d'érection de monuments publics, à la gloire des troupes coloniales.

Je veux souligner à quel point ces orientations nous paraissent inacceptables sur les plans éthique et politique. Nous y voyons aussi les ferments de divisions et de tensions supplémentaires. Notre actualité ne peut être ni celle du révisionnisme politicien ni celle de l'hypocrisie et des silences coupables.

Les énergies qui veulent s'investir dans ces combats contre toute xénophobie et racisme, contre l'esprit de domination et le cynisme des exploitations, sont multiples, diverses et traduisent certainement une conscience collective plus prête qu'on ne le croit à construire des relations humaines civilisées. Reconstruisons ensemble un élan collectif, populaire et solidaire d'émancipation humaine !

Le combat, bien sûr, s'annonce rude. Notre époque, c'est aussi des guerres illégitimes, des dominations brutales, des nettoyages ethniques, des violations gravissimes des droits fondamentaux de la personne en bien des pays; ce sont les horreurs du Rwanda et de l'ex-Yougoslavie; c'est Guantanamo; c'est Abou Ghraïb, c'est le droit à l'existence du peuple palestinien toujours bafoué. Nous sommes loin d'avoir concrétisé le « plus jamais ça » !

Nous sommes loin, aussi, de l'exigence d'égalité et de respect des droits économiques, sociaux et culturels qui appartient à tous. Les injustices, la course au profit alimentent les colères, les résistances légitimes mais aussi des dérives condamnables, les rejets de l'autre, les haines.

C'est cela aussi qu'il nous faut surmonter si nous voulons qu'en France et en Europe des avancées sociales et institutionnelles décisives puissent nourrir et consolider des relations humaines plus respectueuses, plus solidaires. Si nous voulons qu'enfin celles et ceux que la France a trop souvent traité avec brutalité, mépris et condescendance parce qu'ils sont issus des ex-colonies, se voient reconnaître le respect que l'on doit à toute personne quelle que soit sa nationalité, son parcours historique personnel, sa culture et la couleur de sa peau. Et se voient reconnaître aussi le droit de vote dont notre secrétaire nationale a rappelé encore une fois l'urgence, vendredi soir à Malakoff.

2 MAI 2005

MICHEL DUFFOUR

Si la France et l'Europe ne s'engagent pas dans la voie d'une transformation des rapports économiques et sociaux, mais aussi de ses rapports avec le Sud, alors c'est le respect de nos propres valeurs les plus fondamentales qui sera radicalement mis en péril. Au profit notamment de forces et d'idéologies réactionnaires, racistes et intégristes. Nous ne pouvons laisser faire cela. Le temps des colonies doit finir dans les réalités concrètes mais aussi dans les esprits.

Nous avons tous besoin de cet espace euro-méditerranéen de coopérations, de partenariats dans tous les domaines, de rencontres humaines et culturelles, de démocratie, de construction d'un avenir commun. C'est en cela que les atteintes à la liberté de la presse aujourd'hui en Algérie nous peinent et que nous n'admettons pas que des journalistes, dont un de l'équipe de *l'Humanité*, soient privés de liberté.

Nous avons changé de siècle. Prenons la mesure des aspirations et des attentes qui s'expriment sur les rives nord et sud de la Méditerranée. Il n'y a d'avenir ni pour la France ni pour l'Europe sans un espace euro-méditerranéen de partenariats et de solidarités. ▲

Cher-e-s ami-e-s,

Cher-e-s camarades,

Merci à toutes et à tous d'être venus si nombreux.

Je veux saluer en particulier la présence de Monsieur l'Ambassadeur d'Algérie, de Madame Simone de Bollardière, de Messieurs Sadek Hadjèrès, de Zohair Bessaa, André Mandouze, et Charles Sylvestre, Gilles Lemaire, Sarah Alexander, Jean-Pierre Lledo...

Nous sommes réunis, ici, au siège du Parti communiste, pour marquer, 50 ans après, ce que fut le 1er novembre 1954 pour l'Algérie, pour la France et pour les communistes.

Ce 1<sup>er</sup> novembre 1954, c'est une guerre qui commence. Une sale guerre coloniale. En fait, on pourrait dire que cette guerre commença le 8 mai 1945, avec les émeutes de Sétif et la sauvage répression des forces françaises. Pour beaucoup d'historiens, elle a commencé dès la conquête, en 1830. Ce qui est une façon de souligner à juste titre la violence fondatrice du fait colonial dans toutes ses dimensions.

Rappelons qu'il aura fallu attendre 45 ans, avec une loi de 1999, pour que l'on mette un terme à une scandaleuse hypocrisie, pour qu'enfin ce que l'on désigna comme les « opérations » en Afrique du Nord ou « les événements d'Algérie » prennent l'appellation officielle et légitime de guerre. Permettez-moi d'ajouter qu'il est inacceptable que le gouvernement de M. Raffarin ait pu croire opportun, voici deux ans, d'imposer le 5 décembre, date sans signification véritable, comme date d'hommage aux victimes des combats d'Afrique du Nord, en lieu et place du 19 mars, date du cessez-le-feu.

Puisqu'on a reconnu officiellement la guerre d'Algérie, pourquoi ne pas vouloir reconnaître le 19 mars comme la fin de cette guerre ? La dernière grande guerre coloniale de la France. Et j'ajoute, une guerre qui aurait très bien pu être évitée si la volonté de négociation l'avait emporté sur l'aveuglement et l'escalade répressive.

Ce désaccord politique sur une date de commémoration révèle, malgré un intérêt récent et bienvenu, dans notre pays, pour le débat et la réflexion sur le passé colonial, la difficulté du travail de mémoire. Pourtant, ce travail s'impose : il faut travailler sur l'histoire de la guerre d'Algérie. Il faut en parler. Elle continue de peser sur l'inconscient collectif de nos peuples. Elle s'impose pour toutes les générations : celles qui l'ont vécue comme celles, les plus jeunes, qui peuvent ignorer les faits et pourtant pressentent le drame. On voit bien comment les discriminations à l'égard des hommes et des femmes venus d'Algérie ont succédé au régime colonial. Et aujourd'hui encore, on mesure, en fait, à quel point la guerre d'Algérie fut un traumatisme puissant et durable.

Pour le peuple algérien, principale victime. La guerre d'Algérie laissa le pays exsangue, meurtri. Le bilan des victimes est effarant. Des centaines de milliers d'Algériens, des dizaines de milliers de militaires français morts dans les combats. Des dizaines de milliers de harkis tués pendant ou après la guerre... Mesurons l'ampleur de la tragédie pour le peuple algérien qui a subi une épouvantable et sanglante répression, avec l'humiliation, la torture, les exécutions sommaires... mais aussi les ratonnades, la chasse au faciès. La fin justifiait les moyens. Peu importe le viol des consciences et les droits de l'Homme ! Les autorités françaises voulurent « maintenir l'ordre » quel qu'en soit le prix. Des crimes irréparables furent

**CINQUANTAIRE  
DE L'INSURRECTION  
1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 1954**

commis. Jusqu'à ce fatidique et symbolique 17 octobre 1961, où des milliers d'Algériens défilèrent dans Paris afin d'exiger le respect de leur dignité tout en exprimant leur volonté d'indépendance pour leur pays. Ils furent l'objet d'une monstrueuse répression commandée par le ministre Frey, le Préfet Papon, et couverte par le gouvernement.

Mais cette guerre fut un drame pour le peuple français aussi. Comment le peuple de France, même dans ses divisions et ses contradictions, aurait-il pu ne pas vivre ces 8 années de guerre meurtrières contre un autre peuple, comme un choc majeur ? Souvenons-nous – je sais qu'ici, certains l'ont encore en mémoire – de la douleur des familles, des mères, des enfants, là-bas et ici. On peut dire, on doit dire, que le peuple français aussi, dans son contexte, fut, d'une certaine manière, victime de ce colonialisme. Même s'il n'en eut pas toujours, loin de là, la claire conscience. Et même si au sein de notre peuple des forces nombreuses ont nourri la haine contre les Algériens en cherchant à justifier l'injustifiable. Et si des exactions furent commises du côté algérien, elles ne peuvent en aucun cas diminuer si peu que ce soit la responsabilité du colonisateur.

La guerre d'Algérie a laissé dans notre pays des souffrances lancinantes, des incompréhensions profondes, des rancœurs durables... C'est près d'un million de « Pieds-noirs » qu'on appela « rapatriés » d'Algérie, mais qui vécurent leur départ comme un exil et une profonde déchirure... C'est 1,2 million d'appelés du contingent obligés de participer à une guerre cruelle et inutile... Ce sont 150 000 Algériens qui s'installèrent en France, harkis déracinés, parqués et méprisés. Certaines de ces victimes vivent, aujourd'hui encore, ce drame, tant les esprits ont été frappés.

Rares sont les faits qui entrent dans l'histoire avec une telle charge émotionnelle, brûlante, contradictoire. Pourtant, durant près de 30 ans, ce fut plutôt le silence et « l'oubli » volontaire. Comme s'il était indécent de rappeler quels gouvernements de l'époque, quelles forces politiques ont délibérément choisi la répression et la guerre pour maintenir un système colonial en assumant les horreurs qui vont avec. On voit bien la difficulté morale et politique qu'il y a à endosser de tels choix.

On le sait : rien ne peut être dépassé tant qu'il n'y a pas acceptation de sa propre responsabilité et compréhension pour la blessure de l'autre. Aujourd'hui, c'est l'ensemble des citoyens de France qu'il faut aider à mieux connaître, à assumer cette période si terrible de notre histoire et de l'histoire du rapport franco-algérien. C'est un travail à faire sur soi. C'est surtout un travail collectif qui appartient à tous : à l'État, à l'ensemble des forces politiques et sociales, à l'école, aux historiens, aux juristes, aux médias et à la presse. *L'Humanité* y prend d'ores et déjà une part très importante. *L'Appel des Douze contre la torture*, dont plusieurs signataires sont ici ce soir, est une contribution éminente et marquante dans cet esprit.

Il nous faut, 50 ans après, franchir ensemble un pas décisif et positif dans la conscience collective. Dans cet esprit, j'appelle le Président de la République, Monsieur Jacques Chirac, à effectuer le geste solennel consistant à reconnaître le tort fait à la nation algérienne par le colonialisme, la répression et la guerre. Notre pays en sortira grandi. Ce sera le signe d'un regard français apaisé sur son propre passé, le signe d'une volonté de réconciliation définitive dans la dignité. La voix de la France dans le monde n'en sera que plus respectée.

Chers amis et camarades,

Le Parti communiste français se sent concerné par la nécessité d'une nouvelle approche de l'histoire, en général, et de la sienne, en particulier. Et contrairement à ce que j'ai lu dans un quotidien du soir, la guerre d'Algérie n'est pas pour nous un sujet d'embaras.

Nous avons pris la décision d'ouvrir nos propres archives, il y a dix ans déjà. Attitude confirmée par le choix de confier la gestion et la communication de l'ensemble des fonds à un centre public, celui des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis. Dès l'achèvement du transfert des documents, courant 2005, ils y seront de nouveau accessibles.

Pour ce qui touche à la guerre d'Algérie, les conséquences de cette démarche sont loin d'être symboliques. Seront accessibles, en effet :

- les relevés de décisions des réunions du Bureau politique et du Secrétariat du PCF de 1954 à 1962 ;
- les enregistrements des sessions du Comité central ;
- un fonds de documents émanant de la Section de Politique extérieure ;
- les archives personnelles de son responsable, Raymond Guyot, qui concernent entre autres les liens de solidarité avec les jeunes réfractaires et emprisonnés ;
- la collection intégrale du matériel de propagande (tracts et brochures) édité au plan national.

Je veux d'ailleurs vous annoncer ce soir que notre camarade François Hilsum, qui joua un rôle important durant cette période, m'a remis personnellement hier la collection complète des bulletins édités clandestinement par le Parti communiste et destinés aux soldats du contingent. C'est un geste politique fort que je veux saluer. Je remettrai ces précieux documents qui m'ont été confiés aux archives publiques pour être versées au fonds du PCF.

Notre parti poursuit le travail visant à la restitution et à l'appropriation critique de sa propre histoire, en évitant la simplification et la caricature. Nous nous sentons engagés par ce besoin d'histoire et de mémoire, nous voulons inciter à cela et nous produisons les gestes qu'il faut pour que cette histoire soit restituée dans sa complexité et, autant que possible, dans sa vérité.

Pour la guerre d'Algérie comme pour toute autre période, il faut s'attacher à dire comment les choses se sont passées. Et ne pas avoir peur des mots.

En 1954, lorsque éclate l'insurrection armée, pour une écrasante majorité du peuple français, l'Algérie... c'est la France. Ce sont trois « départements » de la République française. Plus d'un siècle de propagande, de l'école à la presse, des Expositions coloniales aux cartes postales racistes, est passé par là.

Et les forces politiques qui appellent alors à maintenir l'ordre contre le mouvement national algérien, à affirmer l'autorité de l'État et ce que l'on nomma « l'unité de la patrie »... ces forces politiques prennent donc appui sur un sentiment populaire largement majoritaire. Seul le PCF, comme force politique, marqué par un combat anti-colonial identitaire, est engagé dans le mouvement qui conduira à l'indépendance.

En 1954, même s'il n'emploie pas le mot « indépendance », même s'il n'est pas exempté de tâtonnements, de débats, le PCF dénonce immédiatement avec force la répression et développe sa solidarité avec le peuple algérien. Comme grande force politique française, il est isolé dans sa réaction.

Dès le 8 novembre 1954, il affirme, je cite : « *Les événements qui se déroulent actuellement en Algérie résultent essentiellement du refus opposé par les gouvernements français aux revendications nationales de l'immense majorité des Algériens, ce refus s'ajoutant à une misère généralisée et croissante, conséquence directe du régime colonial qui sévit dans ce pays* ». Le PCF appelle à « reconnaître le bien-fondé des revendications à la liberté du peuple algérien » et à « discuter de ces revendications avec les représentants qualifiés de l'opinion publique algérienne ». Avec ces mots-là, on peut penser que le Parti communiste porte l'exigence concrète de faire admettre la perspective de l'indépendance. Ainsi commence le long travail pour aboutir à faire reconnaître la légitimité de la revendication du droit à l'autodétermination, portée par le FLN et l'ensemble du mouvement national algérien. « Non, l'Algérie n'est pas la France », peut-on lire à la une du *Soldat* en juillet 1955.

Mais le gouvernement dirigé alors par Pierre Mendès France, qui vient de signer les accords avec le Vietnam et a évité l'affrontement en Tunisie et au Maroc, n'a aucune hésitation. Il ordonne la répression.

Un long et difficile combat commençait, dans lequel les communistes rencontrèrent des personnalités, des avocats, des syndicats, des organes de presse : l'*Express*, *France-Observateur*, et *Témoignage chrétien*, dont je voudrais saluer l'apport...

Il en fallut du temps et du travail politique dans une société travaillée par le colonialisme et l'esprit d'empire, pour que cette grande diversité de forces et d'expressions anti-coloniales sorte de l'isolement en devenant capable, contre la répression et malgré une censure sévère, de créer une dynamique pour la paix et pour l'indépendance de l'Algérie.

Le sens que les communistes donnent alors à leur action était d'agir avec des mots d'ordre contre le colonialisme, susceptibles de faire réfléchir, et de rassembler largement, et si possible des majorités. Rassembler pour la paix en Algérie... parce que refuser la guerre, c'était indissociablement exiger comme alternative une solution politique négociée avec les Algériens. C'était faire reconnaître l'existence d'un problème national en Algérie.

Je voudrais souligner l'apport des femmes dans cette lutte. Un apport qui ne se cantonnait pas à l'action sociale et à la solidarité avec le peuple algérien en détresse, même si c'étaient là des tâches nobles que les femmes communistes avaient à cœur. On se souvient aussi des manifestations de femmes pour dénoncer la guerre, demander l'ouverture de négociations, il y avait aussi les lettres et les pétitions incitant à des prises de position personnelles. Je veux citer également l'action de celles qui s'engagèrent pour aider directement le FLN. À ce propos, je sais combien celles et ceux qui avaient fait ce choix se sont sentis abandonnés. Le débat existait dans notre parti sur les chemins à emprunter, il n'était pas dénué d'incompréhensions.

L'engagement quotidien des militants communistes, des organisations et des directions du parti, avec *l'Humanité*, qui pour son engagement a été saisie et censurée à maintes reprises, fut considérable, permanent et certainement décisif pour que le climat politique et l'opinion publique française finissent par basculer en contribuant à la défaite des tenants de la répression et du colonialisme.

Ce n'est qu'à la fin du conflit, après le putsch des généraux, après les crimes sans nom de l'OAS, après la violence et les morts de Charonne, le 8 février 1962, que la masse de la population bascula vraiment dans le mouvement contre la guerre, comme en témoignent les

certaines de milliers de manifestants pour les obsèques des martyrs de Charonne. Le cessez-le-feu qui intervient en mars 1962 est accompagné, cependant, d'un regain de violence terroriste en Algérie et en France, organisé par l'ensemble des forces fascistes regroupées dans l'OAS.

Durant ces 8 années de guerre, les communistes n'ont cessé d'agir : en organisant des distributions de tracts, des rassemblements, des manifestations, des meetings, des débrayages dans les entreprises... Action clandestine, action ouverte contre la conscription, au sein de l'armée, en France, en Algérie même... Je pense aux soldats du refus. Je pense à ceux qui ont milité au sein de l'armée. Je pense aux avocats. Ce fut difficile. Ce fut courageux. Nombreux sont les camarades qui ont d'ailleurs écrit sur leur expérience, qui ont décrit leur parcours de militants. On ne connaît pas assez, on ne reconnaît pas assez, cette multitude d'actes politiques effectués individuellement ou au nom de la direction du PCF pour la solidarité, la justice et pour les droits du peuple algérien. Je crois que nous devons, ce soir, rendre hommage à toutes celles et ceux qui se sont ainsi engagés. Je ne peux citer chacun d'eux, tellement ils sont nombreux. Je veux leur dire qu'ils sont un honneur pour notre parti.

Permettez-moi de saluer la mémoire de Maurice Audin, victime d'un cruel assassinat, dont une place de Paris porte désormais le nom, à l'initiative du groupe communiste à l'Hôtel de Ville. Permettez-moi de rappeler l'importance considérable du témoignage d'Henri Alleg, avec son livre *La Question*. Il y eut là deux moments décisifs, lourds de sens, qui ont pesé dans la manifestation de la conscience collective contre la barbarie du colonialisme, et qui ont suscité l'engagement de nombreux intellectuels. Je tiens aussi à évoquer, avec émotion, le combat commun des communistes français et des communistes algériens. Le Parti communiste algérien et l'équipe d'*Alger républicain* avaient su réunir des travailleurs d'origine européenne, arabe et kabyle. Leur internationalisme, c'était leur force. Sans notre mutuelle solidarité, le combat eut été encore bien plus difficile.

Bien sûr, dans ce combat, il y eut des succès et des échecs, des hésitations et des débats. Je crois qu'un recul critique est toujours nécessaire. Mais notre parti ne doit ni mythifier, ni dénigrer ce qui a été fait.

Ne nous cachons pas que le vote « des pouvoirs spéciaux », le 12 mars 1956, demeure un élément extrêmement controversé. Si le contexte politique du moment marqué par le net succès du Front républicain et du Parti communiste aux élections du mois de janvier a pu justifier ce vote, celui-ci reste cependant un geste difficile à assumer, qui pèse encore aujourd'hui sur la mémoire du PCF. Il faut, à mon sens, replacer l'intervention du Parti communiste sur la guerre d'Algérie dans le contexte plus global des années cinquante. Au cours de ces années agitées, le PCF est un peu déboussolé. Il peine à reconstruire une stratégie et se voit guetté par l'isolement et le repli. Dans ce contexte d'une déstalinisation difficile, deux piliers de son action lui conservent un enracinement dans la société : son intervention sur le terrain social jamais démentie, son combat anticolonial, source de nombreux engagements de militantes et de militants. Ces deux fronts sur lesquels le PCF tient bon, sont cependant marqués eux aussi par le blocage politique général auquel il est confronté.

Ainsi, le vote des pouvoirs spéciaux souleva, à l'époque, beaucoup d'incompréhension, y compris au sein du Parti, et avec certains militants non communistes engagés dans l'action. Nous sommes conscients de cela. Les communistes et leurs directions continuaient ce-

pendant l'action. Il faudra quelques mois au PCF pour se rendre compte qu'il n'obtiendra, malgré son poids politique, ni un nouveau Front populaire pour le changement, ni la négociation pour une solution au conflit algérien. Ce fut un échec.

Le groupe de travail « le PCF et la guerre d'Algérie », qui se réunit et organise des auditions, dans un grand esprit d'ouverture, depuis février 2001 a eu, je le sais, de longs échanges sur la question.

Le gouvernement SFIO de Guy Mollet, avec le soutien de la droite, choisit la guerre totale. Il utilisa ce vote pour le justifier.

Il faudra bien d'autres évolutions dans le champ politique français, en Algérie évidemment, et sur le plan international pour changer le rapport de forces et aller enfin vers l'indépendance algérienne, au prix d'une crise majeure et de l'écroulement de la IV<sup>ème</sup> République.

En disant cela, chers amis et camarades, je n'ai évidemment pas le sentiment d'aller au bout des explications ou des critiques nécessaires. Je souhaite qu'on laisse le débat ouvert et que chacun puisse être entendu et compris pour ce qu'il a vécu, pour ce qu'il a fait, pour les valeurs qu'il défend.

Le groupe de travail, dont j'ai parlé, « le PCF et la guerre d'Algérie », continuera à offrir un lieu de réflexions et un espace de débats contradictoires très utiles. L'engagement de notre parti dans cette période tourmentée de l'histoire n'est pas sans contradictions. Pouvait-il en être autrement ? Être le parti que l'on peut interpeller sur cet engagement là, c'est pour nous un honneur. De ce combat, avec la lucidité qu'il impose, nous pouvons être fiers.

Chers amis et camarades,

Le 1er novembre 1954 est à la fois le début d'une guerre et la fin d'une période historique: la fin de l'Empire français, l'avènement de la France contemporaine, et d'un ordre international nouveau dans lequel s'affirme la puissance américaine au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Les relations internationales se structurent sur l'affrontement des blocs. De grandes batailles anti-impérialistes se dessinent alors. La Conférence de Bandoung en 1955, qui réaffirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en donne la portée pour la vingtaine d'années qui va suivre. Dans ce nouveau contexte, une France plus atlantiste et trop souvent arrogante ne saura pas, ne voudra pas, construire avec l'Algérie la relation de coopération « privilégiée » qui aurait dû s'imposer dans l'intérêt commun. Le rapport franco-algérien s'est alors si profondément dégradé, au cours des années, à force d'occasions manquées, qu'on a pu parler, dans les années 90, d'un embargo qui ne dit pas son nom.

Depuis le début des années 2000, un nouveau cours des relations franco-algériennes se construit. Un Traité d'amitié pourrait être signé en 2005. L'hommage officiel – tardif mais ô combien mérité – rendu récemment aux combattants d'origine algérienne pour la part qu'ils ont prise dans la libération de la France, en témoigne.

Ce nouveau cours franco-algérien, les communistes français l'ont souhaité et demandé des années durant. Non pas pour « tourner la page » du colonialisme et de la guerre – ce serait d'ailleurs impossible – mais pour construire ensemble un autre avenir.

Il faut pour cela sortir de la carence politique volontaire dans laquelle on a plongé les relations franco-algériennes pendant de si nombreuses années.

Il y a d'abord des questions très concrètes qui devront trouver les solutions tant attendues : par exemple le nombre des visas octroyé par la France ; l'égalité dans le niveau des retraites des anciens combattants ; et tout ce qui peut favoriser les échanges... Il y a des gestes à faire, je pense particulièrement au droit de vote des résidents étrangers : l'attente et l'injustice n'ont que trop duré. On comprend bien l'importance de ces problèmes très sensibles et la nécessité de leur trouver ensemble des solutions réelles et durables.

Au-delà de ces questions d'administration civile très humaines, le nouveau cours des relations franco-algériennes couvre d'autres domaines : celui des accords militaires et de la sécurité ; celui d'une relance des investissements français en Algérie, en particulier. Si une telle coopération devait s'inscrire dans l'esprit atlantiste et néo-libéral dominant en Europe, avec l'obsession prioritaire de la concurrence et de la liberté du capital privé... alors nous ne saurions avaliser un nouveau cours qui risquerait de s'apparenter à une reconquête économique d'esprit néo-colonial. L'Algérie ne doit pas devenir un champ de guerre économique et notamment, de rivalités franco-américaines pour les marchés et les hydrocarbures.

La France se doit d'avoir une grande ambition positive pour ses relations avec l'Algérie. Réussir un « partenariat d'exception » franco-algérien, c'est développer la coopération dans tous les domaines économiques, sociaux et culturels possibles, dans un esprit d'égalité et de respect mutuel. Cela veut dire aussi, de façon indissociable, transformer les accords d'association euro-méditerranéens dans leur contenu et dans leurs objectifs.

Ces accords, on le sait, fondent principalement l'ouverture d'une zone de libre échange à l'horizon 2010. Il est consternant que cette conception étroitement capitaliste puisse constituer le cœur de la vision que les Européens se font de leur rapport à la Méditerranée. Il y a là plus qu'une carence, une faute grave et un danger pour l'avenir : si l'on ne voit pas que la sécurité, la résolution des conflits, la démocratie – et je voudrais réaffirmer aujourd'hui notre solidarité avec les journalistes emprisonnés et mis sous surveillance –, le développement dans cette région appellent de façon pressante des politiques de coopération diversifiées, des solidarités fortes, des partenariats efficaces... alors les crises, les instabilités, les violences perdureront avec des intégrismes et des ultra-nationalismes aux effets redoutables. La France et l'Union européenne ont une lourde responsabilité vis-à-vis de l'Algérie, du Maghreb et pour toute cette région. Il est urgent d'assumer dignement le passé pour pouvoir affronter ensemble des enjeux décisifs pour l'avenir. On ne construira pas une Europe de paix, de sécurité, de justice, sans un espace euro-méditerranéen de dialogues, de solidarités et de partenariats véritables. Une Europe qui agisse pour le respect du droit, des valeurs humaines universelles et des principes de la Charte des Nations unies.

Chers amis et camarades,

L'histoire du 1er novembre 1954 et de la guerre d'Algérie est porteuse de sens et de leçons pour tout le monde. Et jusqu'aujourd'hui. Son enseignement essentiel tient probablement dans la force des aspirations populaires à la liberté, à la souveraineté. Comme le rappelle si justement Henry de Montherlant dans *Le Maître de Santiago* : « les colonies sont faites pour être perdues »... Puisse cette leçon de l'histoire porter ses fruits là où elle n'est pas encore entendue.

Je vous remercie. ▲

## 8 mai 1945 : qui a donné les ordres ?

Ce 8 mai 1945, à Sétif, commence une répression coloniale d'une férocité atterrante qui fit de 40 à 45 000 victimes. Durant les jours qui suivront ce jour tragique, les massacres commis par la police, la gendarmerie, l'armée et les milices civiles atteignirent le niveau de la sauvagerie.

On tire à vue, on exécute à la mitrailleuse... et l'aviation bombarde. Qui a donné les ordres ? Parce que Charles Tillon, dirigeant du Parti communiste français (PCF), était alors ministre de l'Air, on lie son nom aux bombardements quand on ne l'accuse pas directement. Tillon, dans ses mémoires, démentira clairement toute responsabilité. Mais soyons plus précis : le ministère de l'Air est un ministère civil dans une liaison obligatoire avec l'armée en ce temps de guerre finissante. Le ministère de Tillon s'occupe des transports aériens, de la reconstruction des usines d'aviation... mais il n'a pas de compétences militaires opérationnelles. Celles-ci dépendent clairement du ministère de la Guerre. Dans *La guerre d'Algérie*, Henri Alleg cite le général Weiss, commandant de l'aviation à Alger à cette date (interview à Liberté du 30 mai 1946) : « M. Tillon n'a jamais donné cet ordre – dit le Général – puisqu'il était à Paris et ignorait le début des événements. À aucun moment le ministre de l'Air n'est intervenu pour ordonner les opérations ni pour donner des directives tactiques à l'aviation que je commandais. Ce n'était pas d'ailleurs le rôle du ministre [...]. L'emploi tactique des troupes relève du chef d'état-major général de la Défense nationale. Le ministre de l'Air n'a rien à voir dans cette question. Supposer que M. Tillon a donné des ordres d'emploi comme ministre de l'Air, c'est à la fois une absurdité et une impossibilité. Ceux qui prétendent le contraire ne connaissent rien à la question ».

En fait, les responsables de l'État français qui ont pris la responsabilité politique d'ordonner et assumer les massacres de Sétif et du Constantinois sont probablement d'autant mieux identifiables que le crime colonial – malgré ou à cause de son ampleur – doit alors rester le plus confidentiel possible. Dans son livre *Échos d'Alger 1940-1945*, Alain de Sérigny, chaud partisan de l'Algérie française, cite Pierre Gazagne, secrétaire général du gouvernement d'Algérie, qui déclare au soir du 8 mai 1945 : « Gardons-nous d'affoler les populations. Continuons comme si rien ne se passait. Mais instaurons une censure absolument complète qui n'épargnera même pas les télégrammes diplomatiques. Surveillons les téléphones, coupons les communications ou brouillons-les lorsque ce sera nécessaire ». C'est édifiant.

En reconnaissant les faits et en les qualifiant de « tragédie inexcusable », les autorités françaises, par la voix de Hubert Colin de Verdière, ambassadeur de France à Alger, ont levé un tabou sur un crime colonial et sur la responsabilité de l'État français à l'époque. C'est un premier pas officiel positif qu'il fallait faire. Il faudra maintenant que la France reconnaisse solennellement le tort fait à la nation algérienne par le colonialisme, la répression et la guerre. Il est temps, pour tout le monde, de traiter du colonialisme pour ce qu'il fut. Sans rien masquer de sa violence intrinsèque et de son inhumanité.

Le PCF regarde aujourd'hui certains aspects de son combat anticolonial avec un œil critique. Tous les courants politiques français devraient interroger leurs responsabilités. La mémoire et le jugement ne peuvent se passer de la vérité.

Jacques Fath

Relations internationales du PCF

La situation devient chaque jour plus sérieuse en Algérie. Plusieurs régions sont mises en état de siège, des villages entiers sont ratissés, des organisations dissoutes, des centaines d'hommes emprisonnés, des journaux démocratiques saisis ou suspendus. Les colonialistes et la presse à leur service poussent à une répression sans cesse accrue. Une telle situation préoccupe à juste titre la classe ouvrière et l'ensemble des Français.

Le Parti communiste français souligne que les événements qui se déroulent actuellement en Algérie résultent essentiellement du refus opposé par les gouvernants français aux revendications nationales de l'immense majorité des Algériens, ce refus s'ajoutant à une misère généralisée et croissante, conséquence directe du régime colonial qui sévit dans ce pays.

En prétendant nier l'existence en Algérie de problèmes politiques de caractère national, en s'obstinant à camoufler le régime colonial sous le vocable de « *trois départements français* », le gouvernement tourne le dos à la réalité algérienne et notamment à la volonté de tout un peuple de vivre libre et de gérer démocratiquement ses propres affaires.

Le Parti communiste français dénonce les mesures de violence prises pour tenter de briser le mouvement national algérien, qu'il s'agisse des véritables opérations de guerre actuellement en cours ou de la dissolution arbitraire du *Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques*, prétexte à une répression encore accentuée. La politique de force pratiquée par le gouvernement ne résoudra pas davantage les problèmes qui se posent en Algérie qu'elle n'a résolu ceux qui se sont trouvés posés en Indochine, en Tunisie et au Maroc ; ainsi qu'il en a été dans ces divers pays, une telle politique ne peut qu'aggraver la situation et rendre les problèmes encore plus difficiles à régler.

En de telles circonstances, fidèle à l'enseignement de Lénine, le Parti communiste français, qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu despires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits.

Il demande aux travailleurs, à tous les démocrates de manifester leur solidarité agissante à l'égard des centaines de milliers de travailleurs algériens obligés de s'exiler en France parce que les conditions du colonialisme les empêchent de vivre dignement, eux et leurs familles, dans leur propre pays.

Les travailleurs, les démocrates, les patriotes français s'opposeront d'autant plus vigoureusement à la politique féroce colonialiste pratiquée en Algérie et dans toute l'Afrique du Nord qu'elle est étroitement liée à la politique de la renaissance du militarisme allemand. Elle tend, en effet, à faciliter l'implantation de l'impérialisme germanique sur le sol africain, suivant les projets d'« *industries franco-allemandes en Afrique du Nord et au Sahara* » annoncés par le président du Conseil. Elle en est, par cela même, plus néfaste encore et plus contraire à l'intérêt français et à la cause de la paix.

Le Parti communiste français déclare avec force que la seule voie permettant de mettre un terme à la situation présente consiste :

1. À arrêter immédiatement la répression et à ramener en France les troupes et les forces de police acheminées en Algérie depuis trois mois ;
2. À reconnaître le bien-fondé des revendications à la liberté du peuple algérien ;
3. À discuter de ces revendications avec les représentants qualifiés de l'ensemble de l'opinion publique algérienne : délégués de tous les partis et mouvements nationaux, délégués des organisations démocratiques, professionnelles et culturelles, personnalités.

C'est là le seul moyen d'avancer vers une solution démocratique des problèmes qui se posent en Algérie ; une solution conforme à la volonté ou à l'intérêt de l'ensemble des hommes et des femmes vivant en Algérie, mise à part une poignée de profiteurs de la colonisation ; une solution assurant la défense des intérêts de la France, ceux-ci ne pouvant être vraiment garantis que si les relations entre le peuple algérien et français se situent dans un climat d'amitié et de confiance réciproques.

Le Parti communiste français est ainsi, une fois de plus, l'interprète de l'internationalisme des travailleurs, inséparable de l'intérêt national.

**12/13/14 mars 2012**  
**cinquantième anniversaire de l'indépendance**  
**3 jours pour l'amitié franco-algérienne**

- 12 mars :** Intervention de Marie-George Buffet sur le cinquantième anniversaire.  
Concert de l'orchestre symphonique Divertimento dirigé par Zahia Ziouani, directrice de l'école municipale de musique et de danse de Stains, premier chef d'orchestre invitée de l'orchestre symphonique national d'Alger.  
Exposition sur Charonne réalisée par l'Urif-CGT et le comité *Vérité et justice pour Charonne*.
- 13 mars:** **50 ans après, quel regard sur l'Algérie et sur les rapports franco-algérien ?**  
Avec Jacques Fath, responsable des Relations internationales du PCF, Omar Bouraba, jeune algérien acteur du mouvement social, Wassyla Tamzali, ancienne directrice des Droits des femmes à l'UNESCO, écrivain, essayiste, Francis Wurtz, député honoraire du Parlement européen.
- 14 mars :** **La guerre d'Algérie et l'indépendance, le PCF et la guerre d'Algérie** avec Alain Ruscio, historien, Mohammed Harbi, historien, Claude Juin, sociologue et trois grands témoins, Clara Benoits, responsable CGT et réseau d'aide au FLN, Henri Alleg, Alfred Gerson, débat animé par Rosa Moussaoui.  
Projection des films *Charonne, 8 février 1962*, réalisé par Olivier Doat et OAS, *un passé très présent*, réalisé par Djamel Zaoui.

**2 mai 2005**  
**soixantième anniversaire des massacres de Sétif**  
**Le 8 mai 1945, c'est aussi un crime colonial contre le peuple algérien**  
**soirée pour la mémoire, la vérité et la justice**

- Interventions de Michel Duffour, ancien secrétaire d'État à la culture, président du Conseil national du PCF, de Mehdi Lallaoui, président de l'association *Au nom de la mémoire*, d'Henri Alleg, président de l'Association des combattants de la cause anti-coloniale.  
Lecture de textes de Kateb Yacine par Anne Alvaro et Sophie de la Rochefoucauld.  
Projection du film *Les massacres de Sétif, un certain 8 mai 1945*, réalisé par Mehdi Lallaoui et Bernard Langlois.

**28 octobre/2 et 3 novembre 2004**  
**cinquantième anniversaire de l'insurrection**  
**Il y a 50 ans, le début de l'insurrection armée pour l'indépendance de l'Algérie**

- 28 octobre :** Interventions de Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, députée, de Simone de la Bollarrière qui a partagé le combat du général Jacques Paris-de-Bollardière condamné à deux mois de forteresse pour avoir condamné la torture, Charles Sylvestre, journaliste à *l'Humanité*, coordinateur de l'Appel des douze, Sadek Hadjerès, membre de la direction du Parti communiste algérien pendant la guerre d'Algérie, responsable national adjoint des Combattants de la Libération, Gisèle Halimi, avocate, André Mandouze, premier rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, professeur honoraire à la Sorbonne. Message de Pierre Vidal-Naquet.  
Exposition d'affiches et de documents édités par le PCF contre la guerre d'Algérie.  
Projection du film *Un rêve algérien*, réalisé par Jean-Pierre Lledo, en présence d'Henri Alleg.
- 2 novembre :** *Militants et soldats contre la guerre, actions clandestines, actions de la jeunesse*, avec notamment Dominique Bari, Paul Fromontel, Fred Gerson, François Hilsum, Alban Liechti, Jean Vendart, rencontre animée par Claude Lecomte.
- 3 novembre :** *Actions populaires, initiatives de masse contre le colonialisme, pour la paix en Algérie et pour l'indépendance* avec notamment Louis Baillot, Hélène Cuénat, Arielle Denis, Thérèse Desnos, Andrée Lefrère, Henri Martin, Charles Palant, Alain Ruscio, Jérôme Dulauroy, Marcel Zaidner, rencontre animée par Rosa Moussaoui.

## LE PCF ET LA GUERRE D'ALGÉRIE

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF <i>Pour en finir vraiment avec le colonialisme et ceux qui l'instrumentalisent...</i> - juin 2012 .....	3
Marie-George Buffet, députée, ancienne secrétaire nationale du PCF <i>Discours à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance</i> - 12 mars 2012 .....	6
Michel Duffour, membre du Conseil national du PCF, ancien ministre <i>Discours à l'occasion du soixantenaire des massacres de Sétif</i> - 2 mai 2005 .....	10
Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, ancienne ministre <i>Discours à l'occasion du cinquantenaire de l'insurrection</i> - 28 octobre 2004 .....	14
annexe 1 - Jacques Fath, Relations internationales du PCF <i>Article : 8 mai 1945 qui a donné les ordres ? - in El Watan</i> - 14 avril 2005 .....	21
annexe 2 - Déclaration du PCF <i>La situation en Algérie</i> - 8 novembre 1945 .....	22
annexe 3 - Programmes <i>Les 3 initiatives publiques du PCF</i> - mars 2012 - mai 2005 - octobre/novembre 2004 .....	23